

Protection des données personnelles

Vous êtes un assuré :

- **Les données à caractère personnel traitées, le responsable de traitement et la finalité du traitement**

La SAS DOMUS – 90 avenue de Flandre 75019 Paris –Tel = 01-53-26-23-27 vieprivee@domus-services.fr sous traite, à l'égard des assurés , les données à caractère personnel communiquées par les assureurs (nom, adresse, adresse e-mail, No de téléphone,) . Ces données sont nécessaires à notre intervention. Leur accès est réservé aux collaborateurs de la SAS DOMUS qui sont tenus à une obligation de confidentialité.

Par ailleurs nous réalisons des statistiques nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis, notamment pour assurer le pilotage de l'activité, le suivi de la sinistralité dont la nature et la localisation des sinistres gérés nous permettant de parfaire nos réseaux de prestataires.

- **Les destinataires des informations recueillies**

Ces données personnelles sont susceptibles d'être transmises à des prestataires (artisan ou entreprise intervenant en matière de bâtiment) dans le cadre des missions confiées . En aucun cas vos données ne peuvent être utilisées à des fins de prospection commerciale par CIVIS où l'un de ses mandataires.

Nous conservons vos données personnelles dans l'Union Européenne.

- **Sécurité informatique et durée de conservation**

Nous mettons en œuvre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour protéger ces données contre tout accès, toute modification, divulgation ou destruction des données que nous détenons.

Nous vous informons que les données recueillies sont conservées pendant les **10 années** suivant la clôture d'un dossier .

- **Vos différents droits**

Conformément à la Loi No 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez de divers droits que vous pouvez exercer en vous adressant à vieprivee@domus-services.fr, adresse permettant de joindre notre Délégué à la Protection des Données, ou bien par voie postale à son attention au 90 avenue de Flandre 75019 PARIS.

Ces droits sont résumés ci-dessous et s'appliquent dans les conditions fixées par la Loi susmentionnée et le Règlement européen relatif à la protection des données du 27 avril 2016.

- droit d'accès , c'est-à-dire demander d'accéder aux informations vous concernant détenues par CIVIS. Avant de répondre à votre demande, nous sommes susceptibles de vérifier votre identité et vous demander de nous fournir davantage d'informations pour répondre à votre demande. Vous pouvez user plusieurs fois de ce droit à condition que ce soit à intervalles raisonnables.

- droit de rectification ; obtenir la correction des données à caractère personnel vous concernant qui sont inexactes.

- droit à l'effacement : vous avez le droit d'obtenir que vos données personnelles soient effacées lorsqu'elles ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou bien si le traitement est fondé sur votre consentement, lorsque vous retirez ce consentement.

- droit à la limitation au traitement ; vous pouvez notamment demander à ce que les données à caractère personnel sélectionnées soient rendues inaccessibles lorsque vous contestez l'exactitude des données à caractère personnel et le traitement est limité pendant une durée nous permettant de vérifier leur exactitude, ou bien lorsque nous n'avons plus besoin des données qui vous sont encore nécessaires pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

- droit à la portabilité des données ; vous avez le droit de recevoir les données à caractère personnel confiées et à les transmettre à un autre responsable de traitement.

- droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.)

- **droit d'opposition** si nous réalisons le traitement de vos données personnelles aux fins des intérêts légitimes poursuivis, vous disposez du droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à ce traitement. Néanmoins nous aurons la possibilité de prouver que nos intérêts légitimes prévalent sur les vôtres ou sur vos libertés et droits fondamentaux ou encore sont nécessaires à la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

- droit de donner des directives relatives au sort de vos données à caractère personnel post mortem